



Le mot de la présidente **Sylvie Favier**

Après deux années satisfaisantes, la situation du tribunal administratif de Melun s'est inversée en 2015, avec une légère dégradation constatée en fin d'année.

Si la mobilisation de l'ensemble de l'équipe et la volonté de surmonter les difficultés sont restées entières, il n'a pas été possible, à effectifs plus réduits, d'absorber l'ensemble des nouvelles requêtes de 2015.

Après un pic en 2012, le nombre de requêtes nouvelles avait décro en 2013, puis augmenté légèrement en 2014. En 2015, la hausse a été plus forte,

jusqu'à dépasser le niveau de 2012. Cette augmentation a été d'autant plus sensible que le contentieux dont le tribunal administratif de Melun est traditionnellement saisi est à fortes contraintes, souvent urgent, notamment du fait de nombreux recours dirigés contre les obligations de quitter le territoire français concernant des ressortissants étrangers placés en rétention administrative au centre du Mesnil-Amelot. Ces contraintes se sont aggravées en 2015 avec une hausse très nette du nombre de ces dossiers, doublée d'une augmentation tout

aussi nette des procédures de référé. La résorption du stock le plus ancien, qui avait été entreprise précédemment et avait largement porté ses fruits à partir de 2012, a donc été freinée. Le stock de dossiers de plus de deux ans, à 4,23% du stock total, reste toutefois encore très raisonnable. Plus qu'une détérioration grave de la situation du tribunal, c'est plutôt une aggravation des tensions liées aux urgences auxquelles il doit répondre qui a pu être constatée, et qui rend désormais nécessaire une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour en atténuer les effets.

10 297

affaires enregistrées,
soit une hausse de **3,3%**
par rapport à 2014

10 033

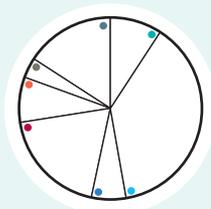
affaires jugées,
soit une baisse de **10,8%**
par rapport à 2014

Délai prévisible moyen
de jugement

9m 17j

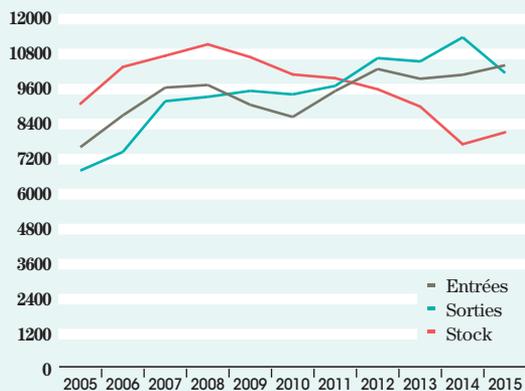
- **40,6%**
de 2005 à 2015

RÉPARTITION DES AFFAIRES JUGÉES PAR TYPE DE CONTENTIEUX



9,2% Contentieux fiscal
38,1% Étrangers
6,2% Fonctionnaires
et agents publics
19,2% Contentieux sociaux
8,0% Police
3,6% Environnement
et urbanisme & aménagement
15,7% Autres

NOMBRE D'AFFAIRES EN DONNÉES NETTES* (DEPUIS 2005)



* Les données nettes correspondent à l'ensemble des requêtes, déduction faite de celles qui présentent des questions identiques en fait et en droit.